

GUATEMALA, 1986:

Les chances de Cerezo. Par Tim Draimin

■ **Ces élections ne provoqueront pas automatiquement la transmission effective du pouvoir au président. Ce qui sera cédé, c'est le titre du pouvoir. Quelles sont mes chances de renforcer ce pouvoir? Une chance sur deux. – Vinicio Cerezo, octobre 1985.**

■ Marco Vinicio Cerezo Arévalo, dynamique candidat de la Démocratie chrétienne, vient de remporter les élections présidentielles au Guatemala. Quelques jours plus tard, on découvrait à 40 km de Guatemala le corps torturé et atrocement défiguré d'une étudiante en droit de 26 ans, Beatriz Eugenia Barrios Marroquin. Mlle Barrios venait d'obtenir le statut de réfugiée politique à l'ambassade du Canada au Guatemala.

Dans beaucoup de pays, un enlèvement politique doublé d'un meurtre ferait la une des journaux. Au Guatemala, il ne constitue qu'un fait divers sur lequel on ne s'attarde pas, une simple donnée statistique qui s'ajoute au dossier de la dictature militaire la plus répressive d'Amérique latine.

Aujourd'hui, tandis que les médias du monde entier fixent leur attention sur le nouveau gouvernement de Vinicio Cerezo, les observateurs se demandent si le Guatemala parviendra à effacer les horreurs du passé.

Pourquoi les militaires, après avoir dirigé le pays pendant 27 des 31 dernières années, cèdent-ils maintenant le pouvoir à un civil? Plus important encore, quelles chances le président Cerezo a-t-il vraiment de démocratiser le Guatemala? La réponse dépend d'un certain nombre de facteurs: un passé de dictature militaire, la crise économique, la réaction des militaires face à l'insurrection qui se poursuit et l'influence du modèle politique en évolution dans ce pays voisin qu'est le Salvador. Tels sont les éléments dont les alliés occidentaux du Guatemala, comme le Canada, doivent tenir compte dans leur politique étrangère.

Trente ans de dictature

Au début des années 1950, le gouvernement de Jacobo Arbenz, élu par les voies démocratiques, décida de s'attaquer au principal problème du pays, à savoir la répartition des terres. Son projet d'exproprier les terres inutilisées de la United Fruit Company commença à inquiéter Washington. Et en 1954, le gouvernement réformiste du président Arbenz fut renversé à l'issue d'un coup d'État fomenté par la CIA. Cette intervention mit brusquement fin au développement politique et social du Guatemala et soumit le pays à un régime militaire qui s'est maintenu, presque sans interruption, pendant trois décennies.

La dictature militaire, la mauvaise gestion et la corruption effrénée ont laissé au nouveau président un héritage peu enviable. Aujourd'hui, 5 p. 100 de la population jouissent de 34 p. 100 du revenu national, alors que 70 p. 100 des Guatémaltèques doivent se contenter pour survivre de 300 \$ par an ou moins.

Le Guatemala est le deuxième pays de l'hémisphère le plus gravement marqué par le problème de la malnutrition au sein de la population pauvre, dont font partie la presque totalité des 4 millions d'Indiens. Cette situation touche 82 p. 100 des enfants; la moitié des enfants des zones rurales, meurent avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Seulement 47 p. 100 de la population sait lire et écrire, et cette proportion tombe à 20 p. 100 dans les campagnes.

Crise économique

Le Guatemala subit sa pire crise économique depuis la Dépression: dégradation des conditions des échanges commerciaux, lourd déficit gouvernemental et 45 p. 100 de

chômage. La dette extérieure, qui atteint presque 3 milliards de dollars et qui se compose principalement d'emprunts à court terme, absorbe environ la moitié du produit des exportations. Quant à la monnaie nationale [le quetzal (Q)] qui, jusqu'en 1984, se distinguait par sa stabilité et se trouvait à parité avec le dollar américain, elle s'échange aujourd'hui dans une proportion de trois pour un. L'inflation a atteint 50 p. 100 en 1985.

La politique désastreuse suivie par le Guatemala au chapitre des droits de la personne a privé le pays de toute aide extérieure. En 1985, le Congrès américain a approuvé une aide économique et militaire de 90 millions de dollars sous réserve que le pays se dote d'un président civil élu et fasse des progrès dans le domaine des droits de la personne.

La contre-insurrection

Jusqu'en 1981-1982, la corruption des militaires et les méthodes surannées employées contre l'insurrection – en particulier, massacres généralisés et terreur aveugle – ont été impuissantes à contrer un mouvement de guérilla qui se développait rapidement et se gagnait l'appui d'une grande partie de la population rurale. En 1982, cependant, le coup d'état du général Efraín Ríos Montt a amené au pouvoir une équipe de jeunes officiers qui ont mis au point une stratégie de contre-insurrection cohérente.

Ces jeunes officiers étaient aussi préparés que leurs prédécesseurs à faire usage du terrorisme d'État, mais ce recours à la terreur avait désormais un objectif précis: disperser les populations indiennes des hauts plateaux parmi lesquelles la guérilla trouvait appui. En peu de temps, des dizaines de milliers d'indigènes furent tués, plus de 500 000 furent déplacés à l'intérieur du pays et 150 000 s'enfuirent au Mexique. "Notre but n'est pas de pratiquer la politique de la terre brûlée, déclara pompeusement le

général Ríos Montt. Ce que nous voulons, c'est chasser les communistes de nos terres."

Peu à peu, les militaires réorganisèrent et étendirent leur structure nationale de commandement; ils établirent des "pôles de développement" régionaux (zones de concentration servant de cadre à des projets d'action civique et correspondant aux principales zones de guérilla) et créèrent des "villages modèles" (noyaux stratégiques) à l'intérieur des pôles de développement pour les Indiens déplacés de force. Sécurité et développement se trouveront amalgamés en une stratégie globale cohérente.

Cependant, ce programme très élaboré de lutte contre l'insurrection s'est avéré très coûteux. En 1977, par suite de la décision du président Carter de suspendre l'aide militaire américaine au Guatemala, l'armée fut condamnée à l'auto-suffisance. Le Guatemala produit maintenant une partie de ses armes, de ses munitions et de ses véhicules blindés de transport de troupes. S'il peut s'approvisionner auprès d'autres pays comme Israël, il se heurte toutefois à une grave pénurie de pièces de rechange pour les hélicoptères et d'autres équipements ultramodernes de fabrication américaine. Dans l'espoir que les États-Unis rétabliront leur aide militaire, l'armée a déjà dressé une impressionnante liste de commande.

L'exemple du Salvador voisin

Au Salvador, l'arrivée à la présidence du démocrate-chrétien José Napoleón Duarte a permis au pays de bénéficier d'une aide militaire et économique sans précédent de la part des États-Unis et d'autres pays. Mais le président Duarte n'a encore mis en oeuvre aucune réforme agraire d'envergure, ni confié la conduite de la guerre à l'autorité civile, ni entamé de dialogue politique avec l'opposition armée. Aucune poursuite n'a été engagée contre les